

La réindustrialisation, consensus pour les candidats à l'Élysée

« Souveraineté industrielle : opération sauvetage », titre **Challenges**, qui souligne qu'Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation et président de la UIMM, ne cachait pas sa satisfaction, le 9 mars, à la Mutualité, en accueillant les candidats à l'Élysée : « L'industrie, c'est une souveraineté du pays, nous ne cessons de le dire et le message passe petit à petit », expliquait-il. Cette thématique s'est invitée dans l'élection présidentielle, assure l'hebdomadaire pour lequel le consensus est tel que la réindustrialisation ne fait même plus débat. La baisse des impôts de production figure dans quasiment tous les programmes. « On n'imagine plus un candidat défendre aujourd'hui une France sans usines, comme c'était le cas dans les années 2000 », se réjouit un grand patron français. « Il y a une vraie dynamique d'investissement dans les PME industrielles, constate David Cousquer, du cabinet Trendeo. Le plan de relance a permis à pas mal d'entreprises de se développer plus vite que prévu ou de refaire leur retard. » L'enveloppe pour la modernisation des usines ouverte par le gouvernement avant l'été 2021 a été engagée en quinze jours. Et, depuis septembre 2020, Bercy a promis son aide financière à 782 projets de relocalisation, qui permettraient de « créer » ou de « conforter » près de 100 000 emplois. Ce vent nouveau permet à Emmanuel Macron de redorer son blason industriel, en affichant un quinquennat détenant un record de relocalisations : 161 au total, contre 40 sous Nicolas Sarkozy, selon Trendeo. Des pans entiers sont toutefois au bord de la disparition, comme les fonderies pour l'automobile. Et malgré parfois toutes les bonnes volontés, les freins administratifs constituent encore des murs décourageants. Pour muscler les secteurs d'avenir, le carburant financier reste insuffisant. Les investisseurs privés sont peu nombreux au chevet de ces industries plus gourmandes en capitaux que les jeunes pousses à la mode. « Les banques, elles, sont carrément aux abonnés absents », regrette l'un des rares acteurs du capital-investissement dans ce secteur. **(Challenges, p.50)**